



RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri

Rapport Afrique N°292 | 15 juillet 2020

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. L'Ituri : politique d'une province tourmentée.....	3
III. Des attaques de plus en plus ambitieuses	6
A. Tensions intercommunautaires face à la mobilisation apparente des milices lendu	6
B. L'armée ciblée par les milices lendu, une riposte non concluante	7
IV. Les acteurs : entre antagonismes locaux et intrusions extérieures	10
A. La Codeco.....	10
B. Notables hema	12
C. Un lien inextricable avec le Nord-Kivu.....	13
D. Réseaux rebelles basés à l'extérieur.....	15
V. Briser l'engrenage de la violence	18
A. Négociations pour le désarmement.....	18
B. Réintégration dans la vie civile.....	20
C. Dialogues aux niveaux local et provincial.....	20
D. Un rôle constructif pour les pays frontaliers	21
VI. Conclusion	23
ANNEXES	
A. Cartes des principales localités de l'Ituri citées dans le rapport.....	24
B. Chronologie	27
C. Acronymes	29
D. A propos de l'International Crisis Group	30
E. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017.....	31
F. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	34

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Depuis fin 2017, des groupes armés, majoritairement lendu, communauté ethnique d'agriculteurs, commettent des attaques meurtrières dans la province de l'Ituri en République démocratique du Congo (RDC). Les cibles, au départ membres de la communauté hema, leurs voisins éleveurs, et des forces armées, sont de plus en plus indifférenciées.

En quoi est-ce significatif ? L'escalade de la violence a ravivé les rivalités historiques entre les Hema et les Lendu, communautés qui se sont déjà affrontées au cours de la guerre de 1999-2003. Les interférences avec la province voisine du Nord-Kivu, voire avec les pays frontaliers, pourraient aggraver les défis pour le président Félix Tshisekedi.

Comment agir ? Kinshasa devrait privilégier une stratégie visant à négocier la reddition des milices lendu dans le cadre d'un dialogue élargi entre les Hema, les Lendu, et d'autres communautés. Le forum quadripartite réunissant la RDC et ses voisins Angolais, Ougandais et Rwandais devrait se pencher sur les aspects régionaux de la crise.

Synthèse

Depuis décembre 2017, des violences dans la province de l'Ituri, dans le Nord-Est de la République démocratique du Congo (RDC), ont fait près de 1 000 morts et un demi-million de déplacés. Initialement localisées dans le territoire de Djugu, les attaques, de faible portée, ont d'abord opposé les deux principales communautés de l'Ituri, les Hema et les Lendu. Par la suite, les milices lendu ont ciblé les Hema, puis l'armée nationale, avant de s'en prendre aux territoires voisins. Des acteurs externes, y compris de la province du Nord-Kivu et des pays avoisinants, sont également impliqués dans ce conflit. Afin d'enrayer une escalade dangereuse, le gouvernement congolais devrait privilégier une stratégie visant à négocier la reddition des milices lendu tout en soutenant un dialogue plus vaste entre les Hema, les Lendu, et d'autres communautés de l'Ituri. Le président Félix Tshisekedi devrait simultanément travailler avec les pays voisins pour qu'ils cessent tout appui aux assaillants de la région.

La crise actuelle se distingue du conflit de 1999-2003 en Ituri, au cours duquel les communautés hema et lendu avaient participé à des massacres de grande ampleur, par milices interposées. Contrairement au conflit précédent, bien que les assaillants soient recrutés essentiellement dans la communauté lendu et réunis, pour la plupart, au sein d'une association de milices, la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco), les notables lendu n'assument pas la paternité de ces milices. Cependant, la réponse militaire du gouvernement a montré ses limites et le scénario d'une escalade intercommunautaire plus généralisée ne peut être écarté. Les milices lendu continuent de se renforcer. Les Hema n'ont, jusqu'à présent, pas organisé de représailles systématiques, mais n'excluent pas de mobiliser leurs jeunes si les attaques se poursuivent. L'organisation de jeunes hema en groupes d'autodéfense qui érigent des barrages sur les routes de l'Ituri devrait alerter sur le risque d'une plus forte communitarisation du conflit.

Le conflit en Ituri pourrait avoir de multiples répercussions. Les violences qui ont frappé la province ont déjà attiré certains acteurs violents du Nord-Kivu voisin, épicentre de l'insécurité dans l'Est du Congo. Les membres d'anciens mouvements rebelles, y compris quelques cohortes du M23, basés en grande partie en Ouganda, auraient également cherché à profiter des tensions ethniques en Ituri et au Nord-Kivu pour se mêler au conflit. Cette dynamique exacerbe en outre les tensions entre l'Ouganda et le Rwanda, qui ont tous deux joué un rôle important dans la guerre de l'Ituri de 1999-2003 et s'accusent aujourd'hui mutuellement de soutenir les groupes armés dans l'Est du Congo. La flambée de la pandémie de Covid-19 en mars 2020 dans le territoire d'Irumu, à la limite du Nord-Kivu, risque de s'étendre dans toute la province – ce qui pourrait aggraver la fragilité des autorités qui font désormais face à la double menace de la violence et de la maladie.

Les recommandations suivantes pourraient contribuer à briser le cycle de la violence dans la province de l'Ituri, et à prévenir les ingérences extérieures :

- ❑ Le gouvernement devrait renouer le dialogue avec les milices qui ont déjà exprimé leur volonté de se rendre. Il devrait aussi poursuivre le dialogue avec les autres milices impliquées dans les violences en Ituri, dans le but de les désarmer. Afin

de parvenir à un consensus large sur les modalités de désarmement (y compris sur la question de l'amnistie), le gouvernement devrait également appuyer les efforts du caucus des députés de l'Ituri à l'Assemblée nationale.

- ❑ Kinshasa devrait privilégier la réintégration des miliciens dans la vie civile, notamment à travers la mise en place de structures d'encadrement et de formation visant à leur offrir des alternatives économiques.
- ❑ Les autorités provinciales et nationales devraient encourager un dialogue entre les Hema et les Lendu en impliquant les chefs coutumiers et les notables afin de discuter des dynamiques locales – telles que la question foncière – qui engendrent la violence, et des mesures requises pour mieux gérer la sécurité sur le terrain. Par la suite, le gouvernement central devrait organiser un dialogue inclusif interiturién, comprenant aussi les communautés de la province qui ne sont pas directement engagées dans la crise actuelle, pour s'assurer que ces mesures répondent aux attentes générales de la population.
- ❑ Afin de contribuer au développement et à la sécurisation des communautés de l'Ituri, Kinshasa devrait mettre en place un fonds spécial pour la région et mobiliser autant que possible ses partenaires bilatéraux traditionnels, ainsi que la Banque mondiale, pour l'alimenter.
- ❑ Le président congolais devrait mettre le conflit de l'Ituri à l'ordre du jour du nouveau forum quadripartite réunissant l'Angola, l'Ouganda, la RDC et le Rwanda. L'Ouganda et le Rwanda pourraient se servir de ce forum pour discuter de leurs accusations réciproques de soutien aux groupes armés dans l'Est du Congo, y compris en Ituri, et s'engager à mettre un terme à ce soutien.

Tant que ces étapes ne seront pas réalisées, on risque de déboucher sur une crise plus large dans les années à venir. Une résolution durable de la crise en Ituri contribuerait à la fois à rompre le cycle de la violence dans l'Est de la RDC et à atténuer les tensions dans la région des Grands Lacs.

Nairobi/Bruxelles/Bunia/Kinshasa/Kampala, 15 juillet 2020

RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri

I. Introduction

Dix-huit mois après l'élection du président Félix Tshisekedi en décembre 2018, l'insécurité sévit toujours dans plusieurs provinces de la République démocratique du Congo (RDC). Les violences dues aux milices armées, vestiges ou conséquences des guerres successives depuis les années 1990, perdurent dans certaines zones de l'Est. En Ituri, à l'extrême nord-est, les violences ont également resurgi, quatorze ans après la guerre interethnique qui a fait des milliers de victimes entre 1999 et 2003. Au début, elles étaient circonscrites au territoire de Djugu et réduites à des attaques de faible portée entre des Hema et des Lendu, les deux grandes communautés de la province. Mais l'arrivée au pouvoir de Tshisekedi a coïncidé avec l'intensification des attaques des miliciens majoritairement issus de la communauté lendu contre les membres d'autres communautés et contre l'armée nationale.

Le nouveau conflit en Ituri est devenu un enjeu national pour le président. Le 30 juin 2019, date de l'anniversaire de l'indépendance nationale, il se rend en Ituri afin de montrer sa volonté de mettre un terme à ce conflit qu'il a qualifié de « génocide » et de tentative de déstabilisation de son pouvoir.¹ Depuis lors, Kinshasa dirige des opérations militaires visant à neutraliser les miliciens, tandis que les autorités provinciales tentent d'entamer un dialogue avec les miliciens par l'intermédiaire de certains notables lendu. Entretemps, le conflit en Ituri s'est poursuivi, mettant en évidence des liens de plus en plus étroits avec les conflits du Nord-Kivu, la province voisine, marquée par de nombreuses guerres ayant impliqué les pays frontaliers par le passé. Lors de la deuxième guerre du Congo de 1998-2002, le conflit en Ituri a contribué à l'aggravation des relations entre l'Ouganda et le Rwanda, pays qui sont intervenus militairement et ont soutenu des factions armées en RDC, y compris en Ituri, et qui s'accusent mutuellement aujourd'hui de déstabiliser l'Est du Congo ainsi que l'ensemble de la région.²

Ce rapport présente une chronologie des événements qui ont conduit à cette récente recrudescence de la violence, analyse le caractère cyclique du conflit et ses causes sous-

¹« RDC : en Ituri, Félix Tshisekedi dénonce "une tentative de génocide" », *Jeune Afrique*, 3 juillet 2019 ; « DR Congo president calls Ituri violence "attempted genocide" », *Al Jazeera*, 3 juillet 2019.

² Rapport Afrique de Crisis Group N°64, *Congo Crisis: Military Intervention in Ituri*, 13 juin 2003. Voir « Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, décembre 2017 à septembre 2019 », Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) – Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), janvier 2020. En décembre 2019, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) évaluait à 360 000 le nombre de déplacés dus à la nouvelle crise de l'Ituri. Il reconnaissait que le flux des déplacements se poursuivait, et que seule une partie de ces déplacés (227 000) était logée dans les 72 sites tenus par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Voir « Weekly Emergency Update, Ituri and North Kivu Provinces, Democratic Republic of the Congo (2-8 December 2019) », HCR. Voir aussi le briefing Afrique de Crisis Group N°150, *Eviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs*, 23 janvier 2020.

jaçentes, et identifie ses principaux acteurs afin de comprendre pourquoi il perdure. Il formule, enfin, des recommandations pour briser le cycle de la violence. Il repose sur plusieurs dizaines d'entretiens menés à Bunia et Kinshasa, en République démocratique du Congo, et à Kampala, en Ouganda, de juillet 2019 à mai 2020, avec des responsables politiques, y compris des notables hema et lendu, des diplomates, d'anciens membres de groupes armés, des experts en sécurité et en ressources naturelles, des personnalités de la société civile, des organisations non gouvernementales, des représentants de la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) et des travailleurs humanitaires.

II. L'Ituri : politique d'une province tourmentée

Depuis plusieurs siècles, les Hema et les Lendu, deux principales communautés de l'Ituri, se disputent l'accès à la terre et au pouvoir local. Dans cette province très rurale, la terre constitue une ressource essentielle ; les Lendu sont majoritairement des agriculteurs et les Hema des éleveurs. A l'époque de la colonisation belge, les autorités ont contribué à la hiérarchisation des Hema, dont le chef disposait de pouvoirs importants, ce qui leur a permis d'asseoir leur domination sur les Lendu. Les colons ont également mené une politique d'éducation discriminatoire en faveur des Hema, qui ont acquis de plus en plus d'avantages, notamment en matière d'accès aux postes au sein de l'administration, de l'Eglise catholique et des structures commerciales.³ Après l'indépendance, l'élite hema a continué à bénéficier de la politique de « zaïrianisation » (nationalisation des moyens de production détenus par les étrangers à partir de 1973) sous l'ancien président Joseph-Désiré Mobutu (1965-1997), qui a permis aux élites hema d'acquérir de nombreuses terres.⁴

Les autorités de Kinshasa, les élites politiques et militaires d'autres provinces congolaises, et les voisins de la RDC ont également pris part, à des degrés divers, aux conflits qui ont frappé l'Ituri. Les régimes de Laurent Kabila (1997-2001) et de son fils Joseph (2001-2019) ont tenté de ramener cette région stratégique et riche en minéraux dans le giron de la République, parfois en instrumentalisant les oppositions interethniques locales.⁵ Ce fut le cas au tournant des années 2000, lorsque des élites congolaises ont exploité les tensions entre Hema et Lendu, mobilisant populations et milices pour promouvoir leurs intérêts politiques ou économiques. L'implication d'Etats voisins a encore aggravé le conflit, qui est devenu une guerre par procuration entre la RDC, le Rwanda et l'Ouganda lors de la deuxième guerre du Congo.⁶

Entre 1999 et 2003, des affrontements meurtriers ont opposé les deux communautés dans la province de l'Ituri. Les tensions se cristallisent autour de l'accès à la terre, aux ressources naturelles et au pouvoir politique local. Les hostilités ont été exacerbées par l'intrusion d'acteurs extérieurs, de Kinshasa ou de pays voisins tels que le Rwanda et l'Ouganda, qui ont soutenu des milices opposées. En mai 2003, alors qu'un gouvernement de transition entre en fonction en RDC, le Conseil de sécurité de l'ONU autorise l'Union européenne à mener en Ituri l'opération militaire Artémis, qui mettra fin aux combats et parviendra à soustraire la capitale provin-

³ Thierry Vircoulon, « L'Ituri ou la guerre au pluriel », *Afrique contemporaine*, vol. 3 (2005), p. 129-146.

⁴ Dès 1974, 1 920 plantations et 120 sociétés belges furent zaïrianisées. Voir « L'expérience zaïroise : la zaïrianisation », Le Blog de Charles Kabuya, 4 mai 2013.

⁵ « Ituri devient la dernière poudrière du Congo », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 24 août 2018.

⁶ Entre 1998 et 2002, la RDC a été le théâtre d'un conflit armé impliquant neuf pays africains. Il a opposé les armées rwandaise et ougandaise, notamment, à l'armée congolaise et ses alliés. Voir « Report of the Panel of Experts on the Illegal Exploitation of Natural Resources and Other Forms of Wealth of DR Congo », Conseil de sécurité de l'ONU, 12 avril 2001 ; « Affaire des activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda) », Cour internationale de justice, arrêt du 19 décembre 2005. Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°7, *La rébellion au Congo : acteurs internes et externes de la crise*, 17 novembre 1998 ; et N°44, *Temps couvert sur Sun City : La Refondation nécessaire du Processus de Paix Congolais*, 14 mai 2002.

ciale, Bunia, au contrôle des milices, qui s'étaient réparti les principaux quartiers de la ville.⁷

Après la guerre, le gouvernement de Kinshasa a réussi à mettre en place une paix fragile. Les hostilités ont cessé, et les autorités nationales ont établi un système de partage du pouvoir visant à assurer la cohésion intercommunautaire, nommant des ressortissants des différentes communautés aux postes de l'administration intérimaire de l'Ituri – système qui persiste même après les élections de 2006.⁸ Entre 2003 et 2006, un régime d'administration spéciale est instauré en Ituri. Cependant, les milices n'ont pas été démantelées pour autant, et certaines ont gardé leurs armes. Et, bien que Kinshasa ait étendu son autorité sur l'Ituri, les problèmes à l'origine de la guerre – les conflits fonciers et les rivalités autour du contrôle des ressources naturelles – n'ont pas été résolus durablement.

Après le passage de l'Ituri du statut de district à celui de province en 2015, Kinshasa nomme Jefferson Abdallah Pene Mbaka, un Lendu, commissaire spécial ayant les attributions de gouverneur de province. Il est épaulé par deux adjoints ainsi que par d'autres responsables de l'administration, suivant la même logique de partage de pouvoir intercommunautaire. Lors de l'élection des gouverneurs en mars 2016, Pene Mbaka est confirmé au poste de gouverneur de l'Ituri, avec comme vice-gouverneur Pacifique Keta Upar, membre de la communauté Alur, majoritaire dans le territoire de Mahagi, et des Hema à la tête de certains ministères provinciaux importants.

La soudaine flambée de violence, menée pour la plupart par les milices lendu contre les Hema à partir de décembre 2017, marque une nouvelle période de forte instabilité politique dans la province. Sous la pression de la société civile qui dénonce son incapacité à gérer la situation sécuritaire, le gouvernement de Kinshasa limoge Pene Mbaka en décembre 2018 ; entretemps, plusieurs centaines de personnes ont déjà perdu la vie. Le vice-gouverneur Keta Upar exerce l'intérim jusqu'à l'élection des nouvelles autorités provinciales en avril 2019, quand Jean Bamanisa, un Hema, candidat indépendant, est élu gouverneur, et Chalo Dudu, un Lendu, vice-gouverneur.⁹

L'alternance à la tête de l'exécutif provincial ne met pas fin aux violences. Jean Bamanisa, accusé de mauvaise gestion, est destitué en novembre 2019 à la suite d'une motion des députés provinciaux. Cependant, la communauté Hema a condamné la motion de défiance.¹⁰ En découle une crise politique grave entre assemblée provin-

⁷ Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°64, *Congo Crisis: Military Intervention in Ituri*, 13 juin 2003 ; et N°140, *Congo : quatre priorités pour une paix durable en Ituri*, 13 mai 2008. Voir aussi Onesphore Sematumba, « Ituri : la guerre dans la guerre », *Regards Croisés*, no. 8 (2003), p. 20-26 ; « RDC au bord du précipice : aggravation de la situation des droits humains et de la situation humanitaire en Ituri », Amnesty International, 20 mars 2003 ; et « Rapport spécial sur les événements d'Ituri, janvier 2002-décembre 2003 », Conseil de sécurité de l'ONU S/2004/573, 16 juillet 2004.

⁸ En 2006, la nouvelle constitution congolaise met en place un Etat unitaire fortement décentralisé. Le nombre de provinces passe de onze à 26, correspondant aux anciens districts, dont celui de l'Ituri ; ce découpage est effectif depuis 2015.

⁹ « Ituri : c'est confirmé, Abdallah Pene Mbaka n'est plus Gouverneur de province », Bunia Actualité, 26 décembre 2018.

¹⁰ La motion de défiance contre Bamanisa a été votée le 20 novembre par 27 des 42 députés. Voir « Ituri : motion de défiance contre le gouverneur Bamanisa, qui sont les députés signataires ? »,

ciale et gouvernement, qui paralyse également le processus de dialogue initié par Bamanisa avec les miliciens et entre communautés ethniques. Bamanisa est réhabilité par la justice et rentre en Ituri le 28 février 2020. Pendant son absence de trois mois, les violences se sont accrues.

III. Des attaques de plus en plus ambitieuses

Après quatorze années de paix relative en Ituri, de graves violences éclatent en décembre 2017 dans le territoire de Djugu, avant de s'étendre aux autres territoires de la province. Contrairement à la guerre de 1999-2003, où les affrontements entre les Hema et les Lendu par milices interposées étaient généralisés, les violences en cours impliquent en grande partie des milices spécifiques constituées de jeunes lendu, mais qui ne sont pas nécessairement soutenues par la majorité de leur communauté. Au début de cette nouvelle vague de violence, les assaillants lendu ciblaient des membres de la communauté hema dans le territoire de Djugu. Par la suite, les attaques se sont étendues à d'autres parties de la province, ciblant les militaires ainsi que d'autres communautés, dont les Alur dans le territoire de Mahagi, au nord de Djugu. Certains jeunes hema ont été impliqués dans des attaques ou représailles à petite échelle, mais les Hema n'ont pas pour l'instant mobilisé de milices comme lors des affrontements de 1999-2003.

A. *Tensions intercommunautaires face à la mobilisation apparente des milices lendu*

Dans la province de l'Ituri, les affrontements ponctuels entre les Hema et les Lendu au niveau local se sont transformés en attaques systématiques des miliciens lendu contre les Hema, principalement dans le territoire de Djugu et dans le Nord de la province.

La mort du père Florent Dhunji, prêtre lendu, pendant un séjour au presbytère des abbés Bahema de Drodoro, le 5 juin 2017, est l'étincelle qui met le feu aux poudres.¹¹ L'Église catholique reste vague sur les circonstances de sa mort, laissant libre cours à toutes sortes de rumeurs. Plus tard, certains Lendu ont accusé les Hema d'avoir élaboré un plan d'extermination de leurs chefs, dont le prêtre serait la première victime.¹² Ceci favorise l'émergence d'un discours de haine, alors que le souvenir du conflit de 1999-2003 reste vif au sein des deux communautés. Après plusieurs mois marqués par un faible niveau de violence, une altercation le 17 décembre 2017 entre un militaire et un jeune lendu au poste militaire d'Uzi, près de Ladedjo, dans le territoire de Djugu, ravive les tensions.¹³ Des jeunes hema poursuivent le jeune homme et le rouent de coups. Le lendemain, des jeunes lendu ripostent en blessant à la machette trois femmes hema, dans un champ situé à Ladedjo, en territoire lendu. En guise de représailles, des jeunes hema attaquent le village de Tete, mettant le feu à plusieurs dizaines de maisons.¹⁴

Une initiative locale ouvre alors la voie à une accalmie. Le 22 décembre 2017, le gouverneur Pene Mbaka emmène une délégation de pacification à Blukwa-Mbi (localité lendu du groupement Ladedjo, chefferie de Walendu-Pitsi) puis à Blukwa-

¹¹ Entretiens de Crisis Group, personnalités de la société civile, responsables politiques et chercheur indépendant, Goma et Bunia, juillet 2019.

¹² « Congo-Kinshasa : la communauté lendu de Kinshasa adresse un message de paix aux communautés de l'Ituri », AllAfrica, 21 juin 2019.

¹³ « Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, décembre 2017 à septembre 2019 », op. cit.

¹⁴ « Résurgence des violences en Ituri ? La crise de Djugu de 2018 », PAX, février 2019, p. 15.

Etat (localité hema du groupement Buku, chefferie de Bahema-Nord) dans un climat tendu.¹⁵ Au cours de rencontres publiques, il appelle les deux chefs traditionnels, Logbe (un Lendu) de Walendu-Pitsi et Pilo (un Hema) de Bahema-Nord, à échanger des messages de paix et de pardon. « Le chef de Bahema-Nord et son collègue de Walendu-Pitsi doivent nous aider à mettre la main sur les instigateurs de la crise. Ils les connaissent et je suis venu avec des autorités judiciaires civiles et militaires pour mettre la main sur eux », martèle-t-il.¹⁶ Après ce discours de fermeté, aucun incident majeur n'est rapporté pendant plus d'un mois.

Une nouvelle série d'attaques a lieu en février 2018 sur le territoire de Djugu, ciblant en premier lieu la chefferie de Bahema-Nord, majoritairement hema. Le 10 février 2018, des assaillants tuent au moins neuf personnes dans des villages hema de Bahema-Nord.¹⁷ Le même jour, des individus armés tuent aussi cinq Hema et incendient des maisons dans le Bahema-Bajere.¹⁸ La violence atteint son paroxysme mi-février, à Rule, lorsque 60 membres de la communauté hema meurent dans l'incendie criminel de leur village. L'identité des assaillants n'est pas clairement établie mais plusieurs témoignages convergent vers une milice qui se serait formée dans deux chefferies principalement lendu, Walendu-Pitsi et Walendu-Djatsi, dans le territoire de Djugu.¹⁹

B. *L'armée ciblée par les milices lendu, une riposte non concluante*

A partir de février 2018, les milices lendu prennent pour cible des positions des forces armées. Ces attaques servent un double intérêt pour les miliciens. Elles leur permettent, d'une part, de pousser les militaires hors de leurs positions et, d'autre part, de se procurer armes et munitions. Un chef politique lendu et des officiers congolais décrivent l'équipement moderne et les armes lourdes détenues par les miliciens comme autant de butins de guerre arrachés aux forces armées.²⁰ Le 20 février 2018, des assaillants identifiés par les autorités civiles et militaires comme lendu tuent deux militaires à Tche (Bahema-Nord) et à Bakombe (Walendu-Djatsi).²¹ Depuis, les positions des forces armées et de la police sont restées dans la ligne de mire des assaillants. Le 16 septembre, les miliciens tuent neuf membres des forces armées à Muvaramu, Songamoya et Tara.²²

Alors qu'entre septembre 2018 et avril 2019 les violences, bien que continues, étaient d'intensité relativement faible, à partir de mai-juin 2019, les miliciens lendu mènent des attaques de plus grande envergure. Le 10 juin 2019, des éléments pré-

¹⁵ Un groupement est la plus petite entité administrative en RDC. Le pays est divisé en 26 provinces, qui sont divisées en villes et territoires. Les territoires sont divisés en communes rurales, secteurs et chefferies, et ces secteurs et chefferies sont divisés en groupements.

¹⁶ « Il n'y a pas de conflit entre Hema et Lendu à Djugu, juste une tension : constat du Gouverneur Abdallah après sa visite dans la région », Bunia Actualité, 23 décembre 2017.

¹⁷ « Résurgence des violences en Ituri ? La crise de Djugu de 2018 », op. cit.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, Bunia, septembre 2019.

²⁰ Entretiens de Crisis Group, responsable politique lendu, Bunia, juillet 2019 ; et officiers des forces armées congolaises, Bunia, janvier 2019.

²¹ « Résurgence des violences en Ituri ? La crise de Djugu de 2018 », op. cit., p. 11.

²² Ibid., p. 26.

sumés hema tuent quatre commerçants lendu sur la route du village de Bembu-Nizi, zone majoritairement hema. Les Lendu déclenchent aussitôt des représailles contre des villages hema des environs. Ils les incendient systématiquement et tuent leurs habitants ; fin juin, plusieurs sources font état de 160 morts.²³ Les rescapés fuient les violences. Le conflit se double désormais d'une grave crise humanitaire.²⁴ Au moins 360 000 personnes ont dû fuir pour trouver refuge dans les zones voisines encore sécurisées de Djugu, ou dans les territoires voisins de Mahagi, Aru et Irumu, ainsi que dans la capitale provinciale, Bunia. Selon les témoignages de plusieurs rescapés, les attaques contre les villages hema au début de la crise étaient menées par des jeunes qui s'exprimaient en kilendu, langue des Lendu, et la plupart d'entre elles portaient des villages lendu.²⁵

En réponse à ces attaques, l'armée lance l'opération Zaruba ya Ituri (« Tempête de l'Ituri », en swahili) en juin 2019, visant à mettre les milices « hors d'état de nuire », mais elle est confrontée à plusieurs difficultés.²⁶ L'armée libère plusieurs endroits, dont la forêt de Wago, sanctuaire présumé des miliciens lendu, reprise le 26 juin 2019. Parallèlement, elle provoque l'éparpillement des miliciens dans une zone qu'ils maîtrisent et où ils bénéficient de la protection de certains membres de leur communauté lendu. Par la suite, les miliciens ont pu semer la terreur parmi les populations civiles, y compris dans les camps de déplacés, et réoccuper les localités dont ils avaient été chassés.²⁷ Ces opérations militaires ont également ravivé les tensions entre Hema et Lendu ; ces derniers perçoivent négativement les militaires, qu'ils considèrent comme les alliés naturels des Hema.²⁸ Enfin, les officiers de l'armée accusent publiquement la communauté lendu d'être de connivence avec les groupes armés locaux et étrangers, ce qui détériore encore davantage les relations entre communautés.²⁹

Durant cette même période, les attaques s'étendent au-delà du territoire de Djugu, touchant une vaste zone géographique comprenant notamment les territoires de Mahagi et d'Irumu, voisins de Djugu, et ciblent aussi la communauté alur. Le 16 juillet, des miliciens présumés lendu tuent huit Alur dans le groupement de Babulaba en territoire d'Irumu (au sud de Djugu), à environ quinze kilomètres au nord de la ville de Bunia ; ils tuent deux autres membres de cette communauté le 17 juillet dans la même région.³⁰ Le même jour, ils font cinq autres victimes dans le village de Soloya,

²³ « RDC : le PAM accroît son assistance dans l'est du pays suite à la recrudescence des conflits », communiqué de presse, Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), 2 juillet 2019.

²⁴ En juin, l'OCHA estimait que 360 000 personnes avaient été déplacées, dont une grande majorité (215 000) hébergées dans des familles d'accueil. « Weekly Emergency Update, Ituri and North Kivu Provinces, Democratic Republic of the Congo (14-22 September 2019) », HCR.

²⁵ « Résurgence des violences en Ituri ? La crise de Djugu de 2018 », op. cit. ; et entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Bunia, juillet 2019.

²⁶ « Les Fardc lancent l'opération "Zaruba ya Ituri" pour mettre fin à la violence et l'insécurité », Politico, 27 juin 2019.

²⁷ « RDC : les déplacés des camps de l'Ituri visés par des attaques communautaires », RFI, 22 septembre 2019.

²⁸ Entretien d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, officier du renseignement des forces armées congolaises, mai 2018.

²⁹ « Ituri : les Fardc et la communauté Lendu font la paix des braves », Adiac, 8 octobre 2019.

³⁰ « Ituri : La communauté Alur décrète 3 jours de deuil en mémoire de ses 10 membres tués dans la périphérie de Bunia », 7sur7, 19 juillet 2019.

dans le même groupement. En septembre 2019, en l'espace de deux semaines, les miliciens tuent par balle ou décapitent des dizaines des personnes dans les territoires de Djugu et de Mahagi (au nord de Djugu) au cours de six attaques différentes.³¹ Le 18 septembre, une attaque vise un camp de déplacés à proximité de la base temporaire de la Monusco, à Roe.³² Fin décembre 2019, on dénombre au moins 700 personnes tuées et des milliers de maisons incendiées.³³

En janvier 2020, après l'escalade de violence dans la province voisine du Nord-Kivu, l'armée dégarnit ses positions en Ituri, laissant la voie libre aux miliciens lendu qui reprennent le contrôle de 22 villages dans les chefferies de Bahema-Bajere et Bahema-Nord, dans le territoire de Djugu.³⁴ Ils récupèrent également deux groupements de la chefferie de Mokambo, dans le territoire de Mahagi, et la totalité de Walendu-Pitsi, en Djugu.³⁵

³¹ « Irumu ; cinq personnes tuées par des inconnus dans le village de Soloya 2 », Bunia Actualité, 17 juillet 2019.

³² « La Monusco condamne une série d'attaques ciblées contre des déplacés en Ituri », communiqué de presse, Monusco, 19 septembre 2019.

³³ « Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, décembre 2017 à septembre 2019 », op. cit.

³⁴ « Ituri : plus de 22 villages sous contrôle des miliciens de la Codeco récupérés par l'armée à Djugu », Mediacongo, 23 janvier 2020.

³⁵ « Ituri : deux groupements de Mahagi sous contrôle des miliciens de Codeco », Radio Okapi, 24 janvier 2020.

IV. Les acteurs : entre antagonismes locaux et intrusions extérieures

Pour l'essentiel, les violences qui se sont propagées depuis le territoire de Djugu sont attribuables à des miliciens lendu, dont certains avaient évolué au sein du Front des nationalistes intégrationnistes (FNI). Le FNI est lui-même un ancien groupe armé lendu installé sur le même territoire, allié à la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), groupe armé lendu basé en Irumu, qui a pris part à la guerre de l'Ituri de 1999-2003.

Initialement, les attaques n'ont pas été revendiquées, mais par la suite, une association de milices appelée « Codeco » en a assumé la responsabilité. Il est ensuite apparu que plusieurs petits groupes d'assaillants étaient à l'œuvre et ne dépendaient pas d'un commandement univoque. Certaines de ces différentes milices éparpillées en Ituri disent faire partie d'un groupe différent, l'Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (URPDC) et revendiquent cette dénomination. Mais les autorités civiles et militaires ainsi que l'opinion publique reconnaissent qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre la Codeco et l'URPDC et considèrent l'URPDC comme un prolongement de la Codeco.³⁶

A. La Codeco

Au début du nouveau conflit en Ituri, l'identité des assaillants était difficile à définir, même si tous les faisceaux convergeaient vers un groupe de jeunes, essentiellement lendu, basé dans le secteur de Walendu-Pitsi. Cependant, les autorités les ont par la suite identifiés comme faisant partie d'une association de milices, la Codeco. Le 12 juin 2019, soit un an et demi après le début des violences, les forces armées congolaises annoncent avoir identifié le chef de cette association, un certain Ngudjolo.³⁷ Selon plusieurs témoignages, la Codeco, à travers son discours de haine anti-Hema, aurait contribué à mobiliser des jeunes lendu.³⁸ De même, son sanctuaire de la forêt de Wago aurait servi de centre de formation pour les assaillants impliqués dans les attaques.³⁹ Le gouverneur Bamanisa a lui-même désigné les milices comme lendu : « A ce stade, les auteurs de ces violences sont identifiés. Il s'agit de milices lendu installées dans la forêt de Wago et dirigées par un certain Justin Ngudjolo ». ⁴⁰ En juin 2019, Ngudjolo lui-même déclare sur une radio locale être le chef du « groupe armé

³⁶ « Ituri : les miliciens de Codeco se disent "prêts" à saisir la main tendue du Président Tshisekedi », Bunia Actualité, 17 mai 2020 ; entretiens téléphoniques de Crisis Group, acteur de la société civile et analyste politique, Bunia, mai 2020 ; correspondance électronique de Crisis Group, ONG basée à Bunia, juin 2020.

³⁷ « Ituri : c'est un groupe armé dirigé par un certain Ngudjolo qui tue à Bunia », Mediacongo, 13 juin 2019.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, acteur de la société civile, Bunia, juillet 2019 ; responsable de la Monusco qui a passé du temps à Djugu au plus fort des violences en 2018, mai 2020.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, responsable d'une ONG de femmes, Bunia, juillet 2019. Entretien d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, sources de renseignements congolaises, Bunia, novembre 2018.

⁴⁰ « RDC : en Ituri, nous n'avons pas réussi à asseoir l'autorité de l'Etat », Jeune Afrique, 18 juin 2019.

de la forêt de Wago », à la tête d'une force de 2 350 hommes organisés, armés et entraînés pour défendre la population lendu contre la communauté hema.⁴¹

Les liens entre la Codeco et les milices responsables des violences perpétrées pendant la guerre de l'Ituri de 1999-2003 apparaissent en effet plus clairement. La Codeco, une organisation fondée dans les années 1970 par feu Bernard Kakado, avait comme objectif initial de promouvoir l'agriculture dans la chefferie de Walendu-Bindi dans le territoire d'Irumu.⁴² Pendant la guerre de 1999-2003, Kakado organise une opération d'autodéfense de la communauté lendu, et se rallie ensuite à la FRPI, alors que la Codeco – en tant que coopérative agricole – disparaît.⁴³ A la fin de la guerre, les différentes milices ethniques ne se sont pas complètement dissoutes; certaines, comme la FNI et la FRPI, continuent leurs activités et dissimulent leurs armes au sein des différentes communautés.⁴⁴ Lorsque les attaques des milices commencent en 2017, les civils lendu de Djugu attribuent la violence à « la Codeco », suggérant un lien avec Kakado et le FRPI. Mais, selon les forces de sécurité, certains des assaillants lendu qui tombent sous l'autorité de Ngudjolo et qui utilisent la marque de Codeco, sont plutôt liés au FNI.⁴⁵

Bien que les miliciens portent des revendications spécifiques qui mobilisent la communauté lendu depuis des décennies, le soutien dont ils bénéficient au sein de cette communauté reste difficile à déterminer. Ces revendications s'articulent autour de deux questions majeures : la réappropriation des terres qui auraient été spoliées par les Hema, d'une part, et le refus de voir des étrangers exploiter les ressources locales, de l'autre.⁴⁶ Cela dit, les notables lendu ne soutiennent pas les assaillants et dénoncent leur violence ; ils affirment que, loin d'être un mouvement local, les milices seraient le fruit de manipulations externes, notamment des politiciens congolais installés à Kinshasa et en Ouganda.⁴⁷ Ils soulignent enfin qu'ils ne se sont jamais réunis dans le but de créer une quelconque milice, mais qu'ils ont au contraire tenté d'affaiblir la Codeco, notamment en dissuadant les jeunes d'y adhérer et en prônant une sortie de crise par le dialogue.⁴⁸ Ainsi, dans un Acte d'engagement signé le 18 octobre 2019 à Réthy, les membres de la communauté lendu encouragent tous les Lendu à s'engager pour la paix.⁴⁹

⁴¹ « Rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, décembre 2017 à septembre 2019 », op.cit.

⁴² Elisabeth Clavere, « Vivre dans le "combattantisme", parcours d'un chef de milice en Ituri (République démocratique du Congo) », *Terrain – Anthropologie & sciences humaines*, no. 65 (septembre 2015), p. 159-181.

⁴³ « Bunia : Kakado, le chef de la milice FRPI, condamné à perpétuité pour crimes de guerre », Radio Okapi, 10 août 2010.

⁴⁴ Henning Tamm, « Le FNI et la FRPI : Résistance locale et alliances régionales dans le nord-est du Congo », Institut de la Vallée du Rift – Projet Usalama, 30 juillet 2013.

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, Bunia, juillet 2019. Entretien de Crisis Group, source militaire congolaise, septembre 2019.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, Bunia, juillet 2019.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group, notable lendu, Kinshasa, octobre 2019.

⁴⁹ « La communauté lendu s'engage à œuvrer pour la paix dans le territoire de Djugu en Ituri », communiqué de presse, Monusco, 19 octobre 2019.

A partir de mars 2020, les milices lendu ont subi une série de revers sur le terrain sans pour autant relâcher la pression exercée sur les civils. L'armée a, en effet, arrêté certains de leurs cadres et d'autres ont été tués, y compris Justin Ngudjolo lui-même, tombé le 27 mars à Mokpa, dans le groupement de Buba, en territoire de Djugu.⁵⁰ Cependant, en représailles au meurtre de Ngudjolo par l'armée, les milices lendu accentuent leurs attaques et reprennent le contrôle de plusieurs localités des territoires de Djugu, Mahagi et Irumu pendant le mois d'avril. Le 10 avril, des miliciens tuent dix-sept personnes dans le village de Dhalla ; le 13 avril, ils tuent 28 personnes au cours de deux attaques distinctes à Ndoki-Koli et Dzathi, dans la chefferie de Bahema-Nord.⁵¹ Le même jour, ils attaquent des postes de l'armée et de la police dans la localité de Mwangi, à 10 kilomètres de Bunia, tuant au moins cinq personnes, dont trois soldats gouvernementaux et deux policiers.⁵²

Suite à la mort de Ngudjolo, l'organisation de la Codeco est devenue moins claire et le degré d'influence et de contrôle de ce groupe sur les autres milices lendu reste flou.⁵³ Plusieurs factions se disputent le nouveau leadership de la Codeco, dont l'URPDC qui se positionne au premier plan. Ce mouvement politico-militaire, créé le 19 septembre 2018 et qui a revendiqué le 28 janvier 2020 les actions de « guérilla » menées dans le territoire de Djugu, récuse les appellations « Codeco » et « Groupe armé Ngudjolo » imposées par des « tierces personnes ».⁵⁴ Son objectif est d'unir toutes les milices ethniques actives dans la province, pas seulement les lendu.⁵⁵

B. *Notables hema*

Face aux attaques de plus en plus systématiques de la part des assaillants lendu, les notables hema choisissent la retenue. Ils tentent de dissuader les jeunes de s'organiser en milices et de contre-attaquer, mais ne sont pas toujours en mesure d'éviter des incidents mineurs tels que les barrages que de jeunes hema ont érigé sur les routes de l'Ituri pour filtrer les mouvements des Lendu.⁵⁶

⁵⁰ « Djugu : la société civile confirme la mort du chef rebelle Ngudjolo de la milice Codeco », Bunia Actualité, 27 mars 2020 ; entretiens téléphoniques de Crisis Group, acteurs de la société civile de Bunia, mars 2020. Le 13 mars, M. Ndalo, chargé des ravitaillements, est abattu par l'armée à Tshele, dans le secteur de Walendu-Djatsi. Le 17 mars, les services de sécurité arrêtent Raymond Tseni, responsable des contacts avec les groupes armés en Ituri et dans les provinces voisines, et Joseph Amula, alias Kesta, conseiller de Justin Ngudjolo, à Alha, dans le secteur de Walendu-Pitsi. Les services de renseignement les transfèrent par la suite à Kinshasa. Voir « Ituri : le chargé des opérations et ravitaillement de la Codeco neutralisé par les FARDC », L'avant-Garde, 16 mars 2020 ; et « Djugu : deux grands leaders de la milice Codeco capturés par les services de sécurité », Bunia Actualité, 17 mars 2020.

⁵¹ « RDC-Ituri : 17 morts dans une attaque à Djugu ce vendredi matin », Actualité.cd, 10 avril 2020. « RDC : 23 civils tués dans l'attaque de deux villages dans l'Ituri », La Libre Afrique, 15 avril 2020.

⁵² « RDC : trois soldats et deux policiers tués dans une attaque de la milice Codeco à Irumu », Actualité.cd, 13 avril 2020.

⁵³ « Mise à jour sur la situation dans les territoires de Djugu et Mahagi, province de l'Ituri, du 1er octobre 2019 au 30 avril 2020 », BCNUDH – Monusco, mai 2020, p. 5.

⁵⁴ « Déclaration de l'URPDC face aux différentes incriminations imputées à sa charge », 28 janvier 2020.

⁵⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur de la société civile, Bunia, mai 2020.

⁵⁶ Le 13 juillet 2019, le convoi du vice-gouverneur Shalo Dudu Martin a ainsi essuyé des jets de projectiles à la barrière de Lopa tenue par des jeunes hema alors qu'il se rendait à Kpandroma pour

Le retour en RDC de Yves Panga Mandro Kahwa le 20 juin 2019, après des années d'exil en Ouganda, pourrait augurer d'une menace plus sérieuse.⁵⁷ Ancien chef de la milice hema Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC), Kahwa est l'un des seigneurs de guerre les plus meurtriers de la guerre de l'Ituri. Le gouvernement semble vouloir faire de lui un interlocuteur utile, vue sa capacité de mobilisation parmi les Hema.⁵⁸ Kahwa, l'un des critiques les plus virulents de l'ancien président Joseph Kabila avant l'élection présidentielle de décembre 2018, bénéficie en effet d'un fort soutien auprès d'une partie de la communauté. Il déclare être revenu pour appuyer Tshisekedi dans la construction de la paix en Ituri. Pour le moment, il a repris son fauteuil de chef coutumier et s'est engagé dans un dialogue avec quelques chefs lendu. Mais si le conflit se prolonge, les membres de la société civile à Bunia et les représentants de la Monusco craignent qu'il puisse réactiver ses réseaux locaux de seigneurs de guerre et alimenter le conflit.⁵⁹

C. *Un lien inextricable avec le Nord-Kivu*

Lors de la deuxième guerre du Congo de 1998-2002, les mouvements politico-militaires partis du Nord-Kivu établissent des liens avec les milices locales en Ituri. Cette dynamique continue après la guerre et se poursuit jusqu'à présent. L'escalade de la violence en Ituri pourrait de nouveau attirer des acteurs violents du Nord-Kivu, épicerie de l'insécurité dans l'Est du Congo et dans la sous-région, et avoir des répercussions plus graves pour la sécurité en RDC. Certains membres des Forces démocratiques alliées (ADF), groupe rebelle ougandais installé au Nord-Kivu, seraient déjà entrés en Ituri au cours des tensions actuelles.⁶⁰ Si cette tendance se confirmait, les tensions entre l'Ouganda et le Rwanda qui, historiquement, ont soutenu des groupes armés différents dans les deux provinces, risquent de s'aggraver. Les deux pays se sont en effet récemment accusés mutuellement d'entretenir l'insécurité dans le Nord-Kivu et les responsables rwandais dénoncent l'implication de l'Ouganda dans la violence en Ituri, allégation niée par Kampala.⁶¹

Ces dernières années, des groupes armés se sont déplacés entre le Nord-Kivu et l'Ituri, renforçant les inquiétudes des responsables congolais aux niveaux provincial et national quant aux interactions entre les conflits en cours dans les deux provinces. Ces déplacements continuent à ce jour, par exemple avec l'arrivée dans le territoire

lancer la conférence sur la paix organisée par sa communauté lendu. Voir « Djugu : le cortège du vice-gouverneur de province a essuyé des projectiles jetés par des jeunes à Lopa », Bunia Actualité, 13 juillet 2019.

⁵⁷ « Yves Kahwa Panga Mandro prêche la paix en Ituri », La voix de l'Ituri, 20 juin 2019 ; voir la fiche d'information de Yves Mandro Kahwa Panga sur le site de Trial International.

⁵⁸ Entretien de Crisis Group, représentant de la Monusco, Kinshasa, octobre 2019.

⁵⁹ « Djugu : campagne de sensibilisation sur la paix, le chef Yves Kahwa Panga Madro déplore l'insuffisance des moyens », La voix de l'Ituri, 18 septembre 2019. Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Bunia, juillet 2019 ; représentant de la Monusco, Kinshasa, octobre 2019.

⁶⁰ Entretiens de Crisis Group, haut fonctionnaire de la Monusco, spécialiste des droits de l'homme de la Monusco, Kinshasa, février 2020.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, hauts responsables ougandais, octobre et décembre 2019. Voir le briefing de Crisis Group, *Eviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs*, op. cit.

de Mambasa, en Ituri, de membres des ADF.⁶² Même si Mambasa n'est pas directement lié aux conflits entre Hema et Lendu à Djugu, les responsables congolais craignent que ces mouvements de groupes armés annoncent le début d'un embrasement plus large incluant le Nord-Kivu et l'Ituri.⁶³

Les mouvements de groupes armés sont accompagnés de déplacements massifs de populations du Nord-Kivu vers l'Ituri, en particulier un exode important de migrants hutu (localement dénommés « Banyabwisha ») après 2015. Ceci attise les tensions entre les Hema et les Lendu, lesquels s'accusent mutuellement de collaborer avec eux.⁶⁴ Selon un haut responsable gouvernemental congolais, les Banyabwisha seraient impliqués à la fois en tant qu'instructeurs militaires des miliciens lendu et aux côtés des Hema, qu'ils aident à protéger leurs troupeaux des miliciens.⁶⁵ En février 2018, quelques Hutu auraient été appréhendés par les autorités congolaises parmi les assaillants lendu, et un autre lynché à Djugu par la population, qui l'assimilait aux assaillants.⁶⁶ Le 22 juin 2019, l'évêque catholique de Bunia évoque la présence des Banyabwisha dans les territoires d'Irumu et de Djugu ainsi que dans les environs de Bunia comme un facteur susceptible d'attiser les violences en cours.⁶⁷ Le 12 juillet 2019, le gouverneur fait écho à ces accusations.⁶⁸

La migration des Hutu exacerbe également les tensions dans l'ensemble de la région et dans la province du Nord-Kivu. Certaines autorités locales soupçonnent des Banyabwisha d'appartenir à la milice Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui est hostile au gouvernement et que Kigali accuse d'être soutenue par l'Ouganda.⁶⁹ La migration des Hutu et potentiellement des membres des FDLR du Nord-Kivu vers l'Ituri est aussi un sujet de discordance avec l'autre grande communauté du Nord-Kivu, les Nande, établis en grand nombre en Ituri comme commerçants et propriétaires terriens. Les Nande accusent les migrants hutu d'avoir participé aux massacres dans la zone de Beni dans le Nord-Kivu.⁷⁰

Ces mouvements entre les deux provinces ont aussi contribué à la propagation de l'Ebola en 2018 et, potentiellement, à celle du Covid-19 aujourd'hui, compliquant non seulement les mesures d'éradication de la violence, mais aussi la lutte contre la maladie. Le 27 mars, l'Institut national de recherche biomédicale de Kinshasa, char-

⁶² Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire de la Monusco, Kinshasa, février 2020.

⁶³ « RDC : les ADF s'étendent en Ituri et causent 34 morts en deux jours », Radio Okapi, 5 février 2020. Entretiens d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, sources de renseignements congolaises, Bunia et Mambasa, novembre 2018.

⁶⁴ Entretien d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, membres de la société civile lendu et hema, Bunia, novembre 2018.

⁶⁵ Entretien de Crisis Group, haut responsable gouvernemental, Kinshasa, février 2020.

⁶⁶ Document diplomatique confidentiel consulté par Crisis Group, février 2018.

⁶⁷ Monseigneur Dieudonné Uringi, « Message aux chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté de l'Ituri et de Djugu », Evêché de Bunia, 22 juin 2019.

⁶⁸ Le gouverneur affirme que la présence massive des Banyabwisha dans le territoire d'Irumu contribuait aux violences. « Ituri : Jean Bamanisa appelle la population à l'unité face aux violences à Djugu », Actualité.cd, 12 juillet 2019.

⁶⁹ Entretiens d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, administrateurs locaux de territoires de l'Ituri, janvier 2017 ; sources de renseignements rwandaises, août-décembre 2018.

⁷⁰ « RDC : Tensions entre Hutus et Nandes font craindre une explosion au Nord-Kivu », La Libre Afrique, 6 juin 2017 ; entretien d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, députés nationaux nande, décembre 2018.

gé de gérer la pandémie, révèle le premier cas positif de Covid-19 dans le territoire d'Irumu, limitrophe du Nord-Kivu au sud.⁷¹ Depuis lors, d'autres cas ont été enregistrés dans les territoires de Mahagi et Aru, au nord de l'Ituri.⁷² La province se relève à peine de l'épidémie d'Ebola qui a sévi dans le territoire de Mambasa, frontalier de celui de Beni au Nord-Kivu, principal foyer de la maladie. A Beni comme en Ituri, la lutte contre l'Ebola a été principalement entravée par les attaques menées par les groupes armés contre le personnel de santé chargé de la riposte anti-Ebola et les centres des soins. L'épidémie est réapparue à Beni le 10 avril 2020, ce qui fait craindre une nouvelle propagation vers l'Ituri.⁷³

Malgré la fermeture des frontières avec l'Ouganda par les autorités de Kampala et la limitation des flux interprovinciaux décrétée par le Nord-Kivu, le Covid-19 pourrait rapidement se répandre dans toute la province de l'Ituri. Les attaques menées par la Codeco pourraient priver des populations entières d'assistance, du fait de l'inaccessibilité des zones et des contraintes sécuritaires. A cela s'ajoutent les contraintes matérielles. Comme dans presque toutes les régions de la RDC, les infrastructures sanitaires sont inadaptées ou inexistantes ; en Ituri, elles ont été détruites par les vagues de violences successives. Les populations déplacées vivent dans des camps de fortune, dans des conditions de promiscuité exécrables, et se déplacent à la recherche de sécurité ou de nourriture.⁷⁴ La poursuite des attaques des milices pourrait empêcher la plupart des agents humanitaires de les atteindre et de les aider à se protéger contre le Covid-19.

D. Réseaux rebelles basés à l'extérieur

Le Rwanda et l'Ouganda ont tous deux des liens historiques avec des groupes armés et des rébellions en Ituri et au Nord-Kivu. Pour des raisons de proximité géographique, le Rwanda a eu plus d'interactions avec le Nord-Kivu, qui borde le pays, tandis que l'Ouganda a joué un plus grand rôle en Ituri et dans le Nord du Nord-Kivu. Plusieurs acteurs congolais, actifs dans les précédentes guerres dans l'Est du Congo, sont impliqués dans le conflit en Ituri et opèrent à partir de l'Ouganda.⁷⁵

Parmi ces différents acteurs, les anciens membres du Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani/Mouvement de libération (RCD-K/ML), jouent un rôle prépondérant. Pendant la guerre de 1998-2002, ce groupe majoritairement Nande, dirigé par l'ancien chef rebelle Mbusa Nyamwis et soutenu par l'Ouganda, contrôlait une partie du Nord-Kivu et de l'Ituri.⁷⁶ Certains de ses membres sont toujours installés en Ouganda, au vu et au su des autorités, et maintiennent un contact avec des

⁷¹ « Covid-19 en Ituri : la réaction de la population de Bunia après le premier cas testé positif », Actualité.cd, 30 mars 2020.

⁷² « Ituri : deux nouveaux cas positifs de Coronavirus », Radio Okapi, 25 avril 2020.

⁷³ « Confirmation d'un nouveau cas d'Ebola en République démocratique du Congo », Organisation mondiale de la santé, 10 avril 2020.

⁷⁴ « Displaced by community violence, living in dire conditions in Ituri province », Médecins sans frontières, 7 février 2020.

⁷⁵ Entretiens de Crisis Group, représentants de groupes armés, Kampala, juillet 2019.

⁷⁶ Voir « Uganda's Heart of Darkness », Al Jazeera, 24 décembre 2013.

groupes armés actifs dans le Nord-Kivu et l'Ituri.⁷⁷ L'élection de Tshisekedi et le retour de Nyamwisi en RDC, après des années d'exil en Ouganda, ont permis d'améliorer les relations avec Kinshasa, mais certains anciens rebelles du RCD-K/ML expriment néanmoins leur déception face au nouveau gouvernement. Opposés à Kabila, ces anciens membres du RCD-K/ML estiment que le clan de l'ancien président domine toujours le pouvoir.⁷⁸ Nyamwisi, voyant que, contrairement à ce qu'il avait espéré, il n'obtiendrait pas de poste dans le gouvernement Tshisekedi, a de nouveau quitté le pays.

Certains membres de l'ancien mouvement rebelle M23 installés en Ouganda seraient également, selon les services de sécurité congolais ainsi que des représentants de groupes armés basés en Ouganda, impliqués dans les violences actuelles en Ituri.⁷⁹ En décembre 2017, lorsque débutent les violences dans la province, des éléments armés – que les autorités congolaises désignent comme membres de l'ancien M23 – se seraient infiltrés de la région de Kamango, dans le Nord-Kivu, jusqu'à Walendu-Bindi, territoire d'Irumu dans l'Ituri, via Tchabi, à la frontière des deux provinces.⁸⁰ Les déplacements d'anciens membres du M23 de l'Ouganda vers les territoires d'Aru et de Djugu en Ituri en 2018 par la frontière ougandaise sont confirmés par des responsables de sécurité congolais qui ont aussi appréhendé certains ex-M23 au moment de leurs infiltrations vers la forêt de Berunda, en Ituri. Selon eux, leur interrogatoire aurait confirmé l'existence d'un réseau de recrutement des anciens membres du M23 en Ouganda.⁸¹

Parallèlement, les services de renseignement rwandais accusent l'Ouganda d'attiser les violences en Ituri dans le cadre d'un plan plus large de déstabilisation qui toucherait le Nord-Kivu et, par extension, la sécurité du Rwanda.⁸² Kampala a toujours nié cette allégation, accusant à son tour Kigali de soutenir les ADF au Nord-Kivu ; le Rwanda rejette également ces accusations.⁸³ S'il est difficile à ce stade de déterminer l'ampleur de ces opérations de recrutement et d'exfiltration d'anciens rebelles vers

⁷⁷ Entretiens d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, représentants de groupes armés y compris d'anciens membres du RCD-K/ML, novembre 2017, mai, juillet et novembre 2018. Avant la montée de la violence en décembre 2017, un ancien membre du RCD-K/ML a informé cet analyste que la violence allait s'intensifier ; Entretien de Crisis Group, haut responsable ougandais, décembre 2019.

⁷⁸ Entretiens de Crisis Group, représentants de groupes armés, Kampala, juillet 2019.

⁷⁹ Recherches d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, novembre 2018. Le M23, issu d'une mutinerie d'une partie des forces armées congolaises et soutenu par l'Ouganda et le Rwanda, a occupé une partie du Nord-Kivu fin 2012, avant d'être défait par l'armée nationale et la mission de l'ONU en février 2013. Les combattants se sont enfuis en deux groupes, la majorité vers l'Ouganda et les autres vers le Rwanda, d'où ils attendent leur rapatriement aux termes de l'accord de paix signé avec Kinshasa en décembre 2013.

⁸⁰ Entretiens d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, responsable du renseignement congolais, Bunia, novembre 2018 ; membres de l'ancien M23, Goma, février 2018.

⁸¹ « Compte rendu de l'interrogatoire des 4 éléments M23 et 1 civil, arrêtés à Kadilo/territoire Mahagi en date du 1er avril 2018 », Comité provincial de sécurité, province de l'Ituri ; entretiens de Crisis Group, ancien membre du M23, responsable de la Monusco, août et octobre 2019.

⁸² Entretien d'un analyste de Crisis Group dans une fonction antérieure, responsable du renseignement rwandais, Kigali, octobre 2018.

⁸³ Entretiens de Crisis Group, haut responsable rwandais, septembre 2019 ; haut responsable ougandais, décembre 2019.

l'Ituri, au niveau local, la conviction existe parmi les responsables politiques et les membres de la société civile qu'il y a un lien entre violences en Ituri et agissements d'acteurs basés à l'extérieur du pays.⁸⁴

⁸⁴ Entretiens de Crisis Group, Bunia, juillet 2019 ; Kinshasa, octobre 2019.

V. Briser l'engrenage de la violence

Rétablir la paix dans l'Est du Congo, y compris en Ituri, est une priorité pour le président Tshisekedi. Il s'est rendu à Bunia le 30 juin 2019, jour de l'indépendance, pour manifester sa solidarité avec les victimes de la violence et promettre d'y mettre fin. Mais la situation dans la province reste fragile. Le président devrait concentrer ses efforts sur le désarmement des milices de la Codeco et de leurs alliés, ce qui nécessiterait un dialogue plus étendu avec les communautés lendu et hema, en particulier sur les points qui sous-tendent le conflit. Il devrait également se concerter avec les pays voisins pour veiller à ce que milices et acteurs violents en Ituri soient privés d'appui matériel ou politique de l'extérieur du pays.

A. Négociations pour le désarmement

Le gouvernement devrait poursuivre le dialogue avec les milices impliquées dans les violences en Ituri afin de les démobiliser et de les persuader d'adhérer aux programmes de réintégration qui faciliteront leur retour à la vie civile.

Le gouvernement a déjà initié un dialogue avec la Codeco en 2019, mais la société civile et les notables hema le pressaient de continuer les poursuites judiciaires.⁸⁵ Les contacts entre les autorités provinciales et Justin Ngudjolo ont eu lieu au cours du mois de septembre 2019 à travers une commission dite de pacification composée du chef de secteur de Walendu-Pitsi, d'un membre de l'association Libération de la race opprimée en Ituri (LORI, regroupant des membres de la communauté lendu), d'une déléguée des femmes et d'un représentant des jeunes. Ngudjolo y a présenté ses conditions pour sa reddition et la cessation des attaques, notamment une amnistie et la reconnaissance des grades des miliciens au sein de l'armée.⁸⁶ Cependant, cette avancée s'est produite au moment où le gouverneur Bamanisa publiait une liste des responsables de la Codeco et appelait à leur arrestation, une demande largement soutenue par la société civile et par les Hema.⁸⁷

Les opérations militaires menées contre les milices à partir de juin 2019 ont montré leurs limites. Les assaillants lendu ont repris du terrain après le redéploiement de la plupart des unités de l'armée en janvier 2020. Ils ont même intensifié leurs attaques après la signature, en février 2020, de l'accord de paix entre le gouvernement national et la milice lendu FRPI.⁸⁸ Celle-ci, longtemps active dans le territoire

⁸⁵ « Ituri : dialogue entre le gouvernement provincial et le groupe armé CODECO à Djuju », Radio Okapi, 24 septembre 2019 ; entretiens de Crisis Group, notables Hema, Kinshasa, octobre 2019.

⁸⁶ Si, à sa création au début des années 1990, l'association LORI a contribué à propager la haine interethnique, elle s'engage aujourd'hui en faveur de la réconciliation et de la promotion de la paix en Ituri, notamment à travers des initiatives de dialogue intercommunautaire. L'équivalent côté hema est l'association ENTE. « Ituri : dialogue entre le gouvernement provincial et le groupe armé CODECO à Djuju », op. cit.

⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, acteurs de la société civile, Bunia, juillet 2019 ; notables hema, Kinshasa, octobre 2019.

⁸⁸ Le 1er mars, au moins vingt personnes ont perdu la vie dans des combats entre la Codeco et l'armée gouvernementale à Kparangaza ; le 14 mars, des assaillants de la Codeco ont tué cinq personnes, toutes hema, à Juna, dans le Bahema-Nord ; le 16 mars, quinze autres personnes ont été massacrées à Dhego et à Banana, dans le Bahema-Bajere.

d'Irumu, au sud de l'Ituri, obtient finalement, après plusieurs années de négociations, les conditions qu'exigent aujourd'hui les miliciens de la Codeco – intégration au sein de l'armée et amnistie.⁸⁹

Après la mort de Ngudjolo fin mars 2020, son successeur à la tête de la Codeco, Olivier Ngabu Ngawi, a tenu un point de presse au bureau du gouverneur de la province le 4 mai. Il y a appelé les assaillants à mettre un terme aux combats et demandé à l'armée nationale un cessez-le-feu en vue de faciliter les négociations avec le gouvernement de Kinshasa.⁹⁰ Cependant, l'appel du tout nouveau chef rebelle n'a pas été suivi par tous les miliciens de la Codeco ; les attaques ont continué et se sont amplifiées, faisant notamment onze morts dans une attaque coordonnée le 14 mai dans les territoires de Djugu et de Mahagi.⁹¹ Il est trop tôt pour dire si les négociations pourraient reprendre dans un avenir proche et à quelles conditions.

L'accord avec la FRPI pourrait paradoxalement compliquer les négociations avec les membres de la Codeco et des autres milices. En effet, les autorités sont désormais plus réticentes à poursuivre l'intégration des milices de l'Ituri au sein de l'armée, déjà saturée d'anciens rebelles et de miliciens. Le défi pour Tshisekedi sera d'obtenir une reddition des milices sans leur offrir une intégration au sein de l'armée. Pour ce faire, il aura besoin du soutien de la communauté lendu de l'Ituri, qui a déjà démontré sa capacité à amener la Codeco à la table des négociations, pour faire pression sur les milices et les encourager à privilégier la seule option viable, à savoir le retour à la vie civile.

En revanche, s'agissant de l'amnistie, le gouvernement devra offrir aux milices les mêmes conditions que celles accordées à la FRPI, notamment la sélection au cas par cas, en excluant les éléments coupables de crimes graves, qui devront être traduits en justice.⁹² Tshisekedi devra tenter de convaincre les Hema de soutenir ce processus, malgré leur opposition de principe à l'amnistie.

En vue d'accélérer ce processus, le président devrait à la fois faciliter et financer le dialogue entre les Hema et les Lendu avec l'appui et le soutien du caucus des députés de l'Ituri. L'objectif est de parvenir à un consensus large sur les modalités de désarmement et les questions d'amnistie concernant la Codeco et les autres milices. La Monusco s'était dite prête à contribuer au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), qu'elle perçoit comme une étape importante dans la préparation de son retrait du pays, à condition que cela ne conduise pas à l'impunité des criminels.⁹³

⁸⁹ « Accord entre le gouvernement de la République démocratique du Congo et la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) », 28 février 2020.

⁹⁰ « Ituri : reddition du chef de la milice Codeco qui appelle à la cessation des hostilités », *Bunia Actualité*, 5 mai 2020 ; tweet de la province de l'Ituri, @provincetituri, compte officiel du gouvernement provincial de l'Ituri, 6:26pm, 4 mai 2020.

⁹¹ « Ituri : au moins 11 morts dans une double attaque des assaillants de Codeco à Mahagi et Djugu », *Bunia Actualité*, 15 mai 2020.

⁹² L'accord entre le gouvernement et la FRPI exclut du champ de l'amnistie « les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, les graves violations des droits de l'homme, les viols, les violences sexuelles et les crimes de génocide ».

⁹³ Entretien de Crisis Group, représentant de la Monusco, Nairobi, juillet 2019 ; « RDC : à Kinshasa, Guterres souligne que les Nations unies n'abandonneront pas le peuple congolais », *ONU Info*, 2 septembre 2019.

B. Réintégration dans la vie civile

La principale raison de l'échec des programmes de DDR précédents réside dans le manque d'engagement politique des autorités congolaises et leur incapacité à résoudre les questions qui sous-tendent la violence structurelle. Les autorités étaient réticentes à engager les fonds propres de l'Etat dans ces programmes et certains responsables politiques ont continué à soutenir un nombre de groupes rebelles pour les utiliser comme supplétifs dans l'armée et les renvoyer sur le terrain. Les programmes ne se sont pas non plus attaqués aux causes profondes des violences, telles que l'inégalité d'accès à la terre et le manque de perspectives économiques pour les jeunes.⁹⁴

Afin d'assurer une paix plus durable et de compenser les miliciens qui n'obtiendront vraisemblablement pas de postes dans l'armée, le gouvernement devra faire des propositions concrètes. Il devrait notamment leur offrir des opportunités économiques afin d'éviter le phénomène de retour circulaire, cette « navigation entre vie civile et milice » qui caractérise l'Est de la RDC depuis plusieurs années.⁹⁵ Les programmes de DDR devront, pour ce faire, reposer sur des structures d'accueil capables d'offrir des formations adaptées aux besoins économiques des miliciens démobilisés. S'ils avaient la certitude de pouvoir gagner leur vie de façon non violente, la plupart des miliciens adhèreraient au processus.⁹⁶ Avant l'épidémie de Covid-19, certains bailleurs de fonds étaient disposés à financer un tel processus à condition que le gouvernement y contribue activement.⁹⁷

Le gouvernement pourrait aussi mettre en place des programmes spécifiques afin de prendre en charge les populations traumatisées par de longues années de violence. Des programmes d'accompagnement psychologique et de guérison, à la fois pour les auteurs de crimes et pour leurs victimes, contribueraient à atténuer les effets de la violence. Des expériences similaires semblent avoir porté leurs fruits dans d'autres pays ayant vécu des situations de traumatisme – que ce soit la Sierra Leone après la guerre civile de 1991-2002 ou le Libéria après l'épidémie d'Ebola en 2014. L'Ituri pourrait être une province pilote en RDC, mais il serait ensuite possible d'envisager d'étendre ces programmes aux autres zones touchées par la violence.⁹⁸

C. Dialogues aux niveaux local et provincial

Les négociations engagées par le gouvernement provincial de l'Ituri avec les milices ne peuvent constituer qu'une première étape pour mettre fin aux violences. Elles devraient être aussitôt suivies d'un dialogue entre chefs et notables locaux dans les zones les plus affectées par le conflit dans le territoire de Djugu, foyer de la crise, telles que Walendu-Pitsi, Walendu-Tatsi, Bahema-Nord et Bahema-Banywagi. Le gouvernement provincial devrait en particulier les encourager à se concerter régu-

⁹⁴ Entretien de Crisis Group, diplomate basé à Kinshasa, mai 2020.

⁹⁵ Koen Vlassenroot, Emery Mudinga et Josaphat Musamba, « Retour circulaire : navigation entre la vie de civil et de milicien à l'est de la RDC », Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine, 12 mars 2020.

⁹⁶ Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Bunia, juillet 2019 ; notables de l'Ituri, Kinshasa, octobre 2019.

⁹⁷ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Kinshasa, octobre 2019.

⁹⁸ Entretien de Crisis Group, notables de l'Ituri, Kinshasa, octobre 2019.

lièrement afin d'identifier les difficultés au niveau local qui favorisent l'éruption de la violence, notamment les litiges fonciers et l'accès aux ressources naturelles, et de proposer des mesures de prévention ainsi que des recommandations concernant la gestion sécuritaire.

En outre, un dialogue interituriens inclusif, comprenant toutes les communautés de la province – y compris celles non directement engagées dans la crise actuelle – servirait à traiter les problèmes dans leur globalité au lieu de les limiter à ceux des communautés lendu et hema. Ce dialogue devrait se concentrer sur les questions de gestion et d'affectation de ressources publiques qui risquent de devenir source de conflit intercommunautaire si elles manquent de transparence et d'équité.

Les autorités nationales devraient affecter des moyens financiers importants pour que l'Ituri puisse faire face à ces nombreux défis, notamment en matière de développement et de sécurisation des communautés. Kinshasa devrait, à cette fin, mobiliser ses partenaires bilatéraux traditionnels comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, ainsi que la Banque mondiale, pour contribuer à un fonds spécial pour l'Ituri. La lutte contre le Covid-19 concentrera sans nul doute une grande partie des fonds disponibles, mais il est à espérer que le rétablissement de la paix en Ituri demeurera une priorité à la fois nationale et internationale.

D. Un rôle constructif pour les pays frontaliers

En réponse aux accusations mutuelles entre pays voisins, notamment l'Ouganda et le Rwanda, et pour mettre un terme au soutien que ces pays fournissent aux groupes armés transfrontaliers, Tshisekedi devrait placer la diplomatie régionale au centre de sa stratégie.⁹⁹

Dans cette perspective, le forum quadripartite (Angola, Ouganda, RDC et Rwanda), réuni pour la première fois à Luanda le 12 juillet 2019, peut servir de cadre utile pour atténuer les tensions entre Kampala et Kigali et désamorcer la situation en Ituri. Bien qu'informel et restreint, ce sommet – initié par Tshisekedi et son homologue angolais João Lourenço – s'inscrit dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL). Cet organisme intergouvernemental composé d'Etats de la région est l'un des garants de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération de 2013.¹⁰⁰ Jusqu'à présent, le forum quadripartite s'est focalisé sur les tensions bilatérales entre l'Ouganda et le Rwanda et le rôle joué par certains groupes armés du Nord-Kivu dans ces tensions. Les deux présidents, Tshisekedi et

⁹⁹ Voir le briefing de Crisis Group, *Eviter les guerres par procuration dans l'Est de la RDC et les Grands Lacs*, op. cit.

¹⁰⁰ La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs a été établie en 2000 à la suite des nombreux conflits politiques régionaux des années 1990. Elle compte douze Etats membres : l'Angola, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République du Soudan du Sud, le Rwanda, le Soudan, la Tanzanie et la Zambie. Le 24 février 2013, à Addis-Abeba, onze pays ont signé l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région pour mettre fin aux cycles récurrents de conflits. Il prévoit la nomination d'un envoyé spécial des Nations unies. L'accord-cadre enjoint aux pays de la région de « ne pas tolérer ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des groupes armés ».

Lourenço, devraient désormais mettre le conflit en Ituri à l'ordre du jour, convenant ainsi que ce conflit revêt une dimension régionale.

Ainsi que l'avait déjà recommandé Crisis Group, le forum, avec l'appui de l'ONU et des membres du Conseil de sécurité, devrait faire pression sur l'Ouganda et le Rwanda pour qu'ils détaillent leurs allégations et fournissent les preuves du soutien matériel et politique qu'ils s'accusent mutuellement de fournir aux groupes armés dans l'Est de la RDC, y compris en Ituri.¹⁰¹ Par la suite, le Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, mandaté par le Conseil de sécurité pour enquêter sur les allégations de soutien à des groupes armés et rendre publiques les preuves avérées, ainsi que le Mécanisme conjoint de vérification élargie de la CIRGL, qui a le même mandat au niveau régional, pourraient enquêter sur lesdites affirmations.¹⁰² Cela pourrait aider les médiateurs soutenant le forum à pousser l'Ouganda et le Rwanda à discuter ouvertement de leurs accusations réciproques de soutien aux groupes armés dans l'Est du Congo en vue de déboucher sur un engagement des deux pays à mettre un terme à cet appui. La situation de l'Ituri devrait être débattue au cours de ces discussions.

¹⁰¹ Voir le briefing de Crisis Group, *Eviter les guerres par procuration dans l'Est de la RDC et les Grands Lacs*, op. cit.

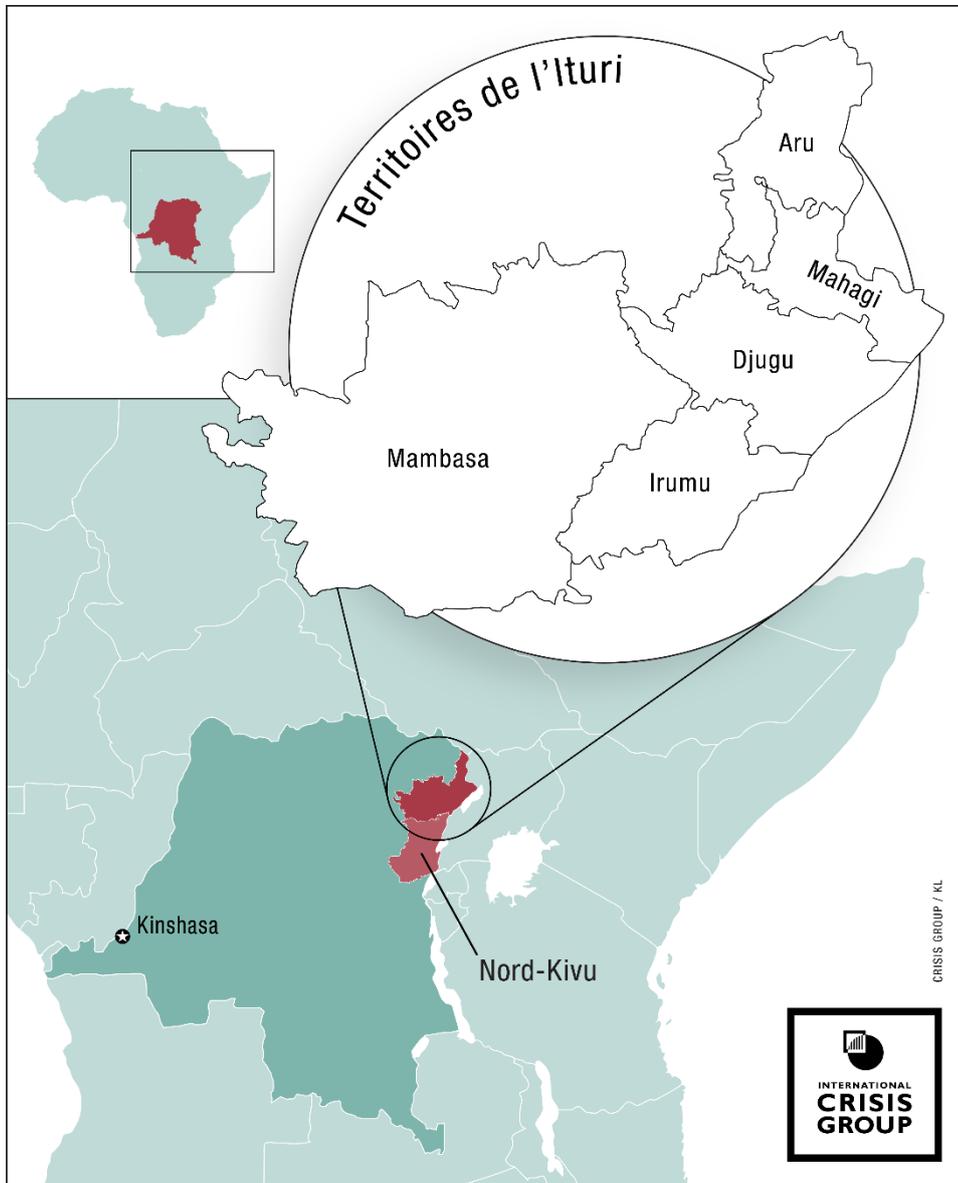
¹⁰² Ibid.

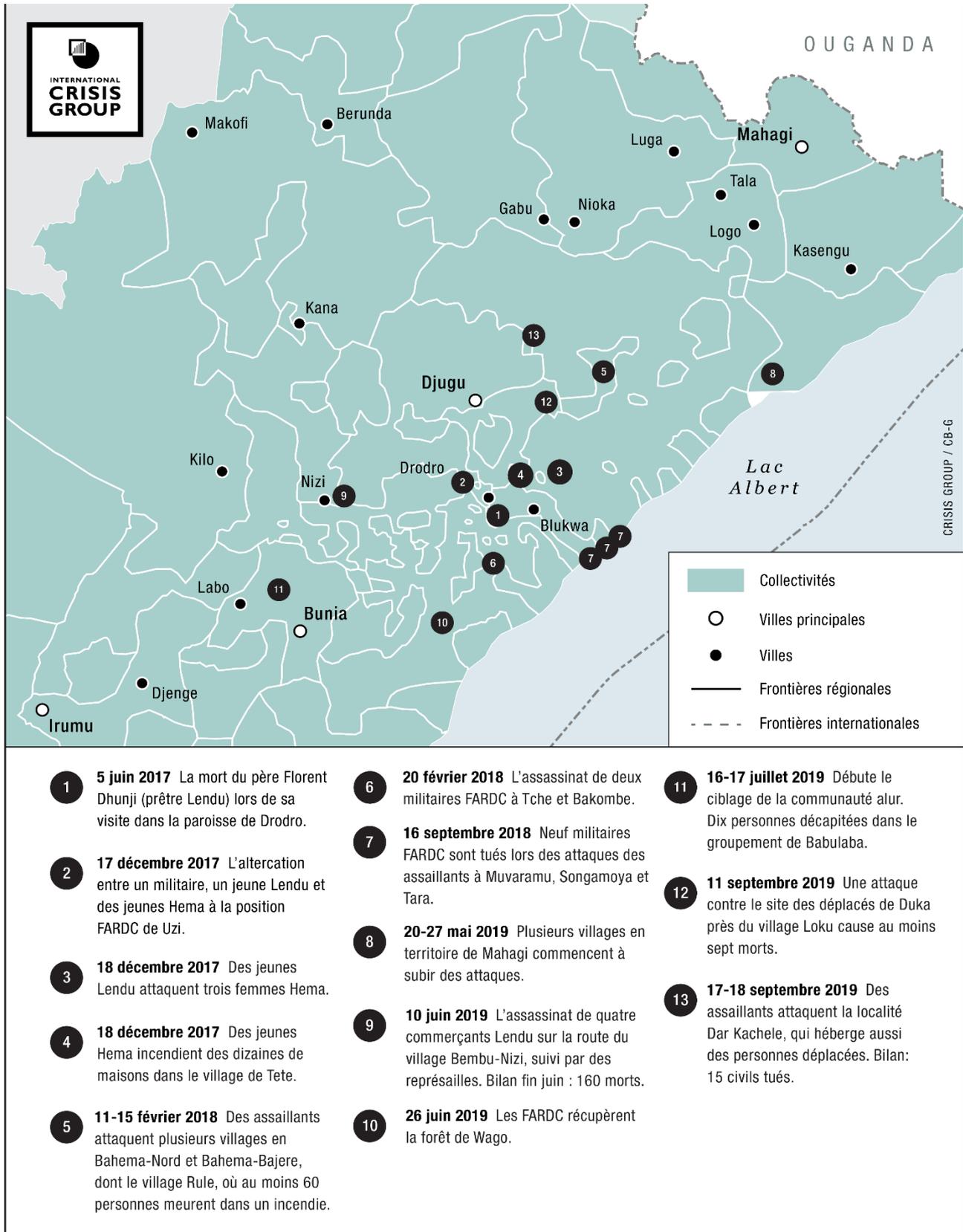
VI. Conclusion

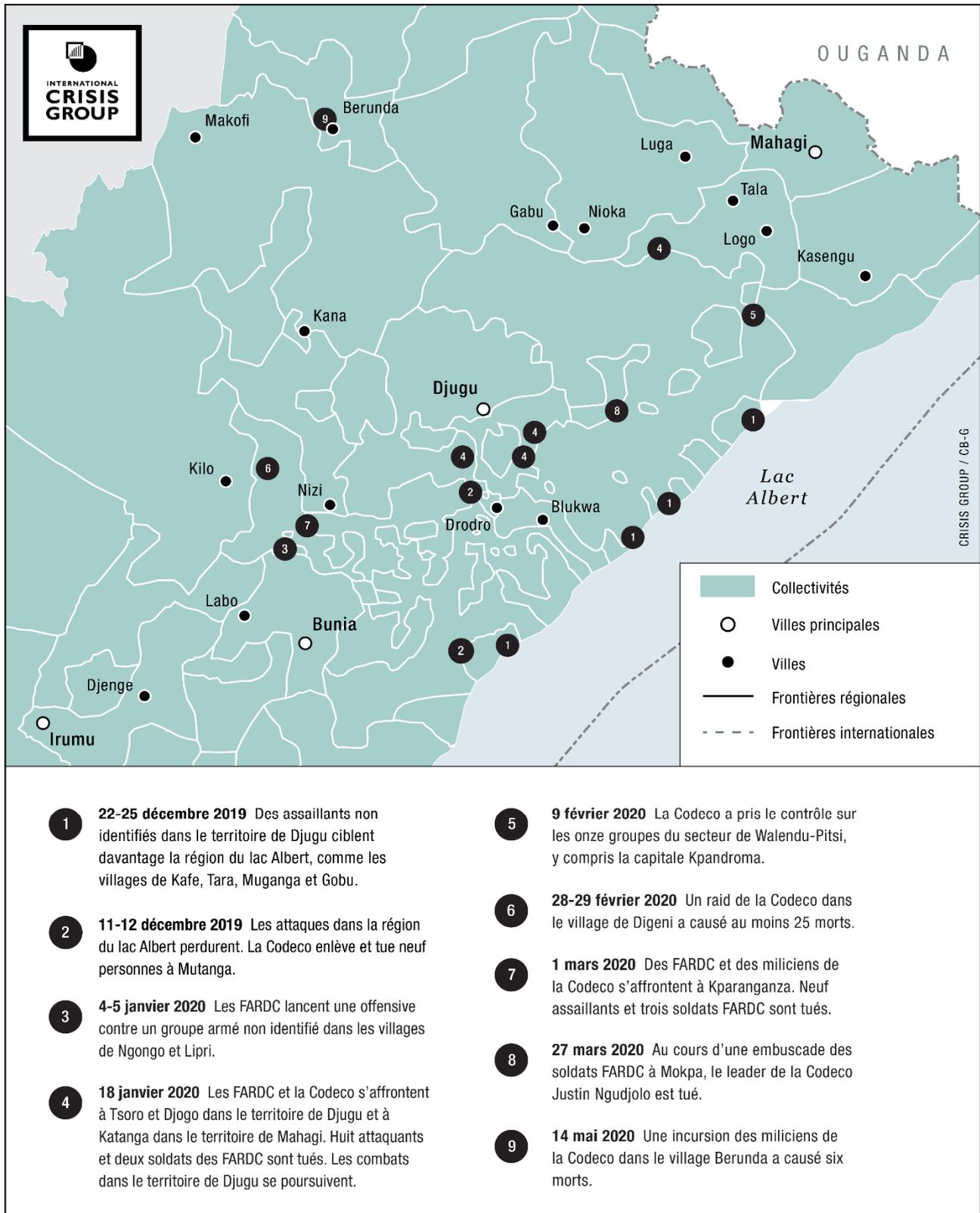
Le conflit en Ituri, dans une zone riche en ressources naturelles où circulent armes et anciens seigneurs de guerre, risque de mener à une escalade de la violence. Depuis décembre 2017, les autorités et la population locale s'inquiètent de cette crise qui pourrait s'aggraver et faire de nombreuses victimes. En outre, les interactions avec les groupes armés du Nord-Kivu et l'implication des pays frontaliers laissent craindre une extension géographique de la crise. Tshisekedi a fait de la violence dans l'Est de la RDC et du conflit en Ituri une priorité. La résolution de ce conflit constituerait un formidable élan pour sa présidence. Pour mener à bien cet immense chantier et parvenir à le financer, il aura besoin du soutien des partenaires nationaux et internationaux de la RDC ainsi que des pays de la région.

Nairobi/Bruxelles/Bunia/Kinshasa/Kampala, 15 juillet 2020

Annexe A : Cartes des principales localités de l'Ituri citées dans le rapport







Annexe B : Chronologie

15 juin 2017 : la mort d'un prêtre déclenche des tensions intercommunautaires

Des Lendu soupçonnent des abbés hema d'avoir tué le père Florent Dhunji (prêtre lendu) lors de sa visite dans la paroisse de Drodro. Cet événement entraîne une montée des tensions intercommunautaires, prélude des violences.

17-18 décembre 2017 : une altercation déclenche un cycle de représailles

Après une altercation entre un militaire et un jeune homme lendu dans le territoire de Djugu le 15 décembre, des jeunes hema poursuivent et frappent le jeune homme. Le lendemain, des jeunes lendu ripostent en attaquant trois femmes hema à la machette ; par représailles, les jeunes hema de Maze et Dhedja incendient plusieurs dizaines de maisons dans le village de Tete.

21 décembre 2017 : une initiative locale de pacification mène à l'apaisement

Le gouverneur de l'Ituri Pene Baka envoie une délégation de pacification successivement à Blukwa-Mbi (Walendu-Pitsi) et à Blukwa-Etat (Bahema-Nord). Il en résulte une période de calme relatif jusqu'en février 2018.

Février-mars 2018 : une nouvelle vague d'attaques meurtrières commence

Des assaillants non identifiés attaquent plusieurs villages hema et lendu dans le Bahema-Nord et le Bahema-Bajere, dont le village de Rule, où au moins 60 personnes meurent dans un incendie. Les assaillants visent dorénavant aussi les forces de défense. Le 20 février, des attaquants présumé lendu tuent deux militaires dans les villages de Tche (Bahema-Nord) et Bakombe (Walendu Djatsi). Les violences intercommunautaires se poursuivent. Lors des attaques simultanées à Maze et Beliba (Bahema-Nord) le 1 mars, au moins 36 personnes sont tuées.

A partir du 10 juin 2019 : un nouveau cycle de violences commence

L'assassinat de quatre commerçants lendu sur la route du village de Bembu-Nizi provoque des actes de vengeance sanglants sous forme de multiples massacres et incendies dans le territoire de Djugu. Bilan fin juin : 160 morts et environ 360 000 personnes déplacées. Le 21 juin, les forces armées lancent l'opération militaire « Zaruba ya Ituri » au cours de laquelle elles libèrent plusieurs localités, dont, le 26 juin, la forêt de Wago, considérée comme le sanctuaire des miliciens.

12 juin 2019 : le chef présumé de la milice Codeco est identifié

Lors d'une conférence de presse tenue à Bunia, les FARDC annoncent avoir identifié le chef de la milice Codeco, qui est « un certain Ngudjolo ».

20 juin 2019 : Yves Panga Nadro Kahwa devient interlocuteur de dialogue en Ituri, après des années d'exil en Ouganda

L'ancien chef de la milice Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC), Yves Panga Mandro Kahwa, rentre en RDC pour accompagner le gouvernement provincial dans la sensibilisation des communautés hema et lendu à la paix.

29 juin-2 juillet 2019 : le président Félix Tshisekedi visite l'Ituri

La visite du président Félix Tshisekedi en Ituri à Bunia et Djugu à l'occasion de la commémoration de l'indépendance met la crise de l'Ituri sur le devant de la scène politique en RDC.

12 juillet 2019 : Bamanisa décrit l'implication des Banyabwisha dans les violences

Le gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanisa, explique que la « présence massive des Banyabwisha dans le territoire d'Irumu » contribue à la violence en Ituri. Les Banyabwisha sont des migrants hutu du Nord-Kivu.

Juillet-septembre 2019 : les attaques se répandent en dehors du territoire de Djugu

Les attaques s'étendent. Elles touchent également les territoires de Mahagi et d'Irumu et ciblent aussi la communauté alur. Le 16 juillet, les miliciens tuent huit Alur en territoire d'Irumu, deux autres le lendemain. En septembre, la Monusco fait état de six attaques en deux semaines dans les territoires de Djugu et de Mahagi et d'une dizaine de personnes tuées. Des attaques contre des camps de déplacés sont également signalées, comme celui situé près de la localité de Roe, ciblé le 18 septembre.

Septembre-octobre 2019 : Des efforts de paix

Le 22 septembre, le gouverneur de la province de l'Ituri dévoile la carte d'électeur d'un certain Justin Ngudjolo Duduko, soupçonné d'être le chef de la milice Codeco. Lors d'une réunion le 21 septembre à Dyaro avec la commission de suivi pour la pacification de la province de l'Ituri, Ngudjolo exprime sa volonté de déposer les armes en échange d'une amnistie et de l'intégration dans l'armée. Le 1er octobre, le gouvernement provincial se dit favorable à la négociation avec Ngudjolo mais rejette l'idée d'une amnistie. Le 18 octobre 2019, les autorités provinciales et les Lendu signent un acte d'engagement à Rethy. Il engage les Lendu à agir en faveur de la paix.

Novembre-décembre 2019 : Efforts de paix paralysés, recrudescence des attaques de Codeco

Les efforts de paix sont paralysés. L'assemblée provinciale de la province de l'Ituri démet le gouverneur Jean Bamanisa de ses fonctions pour mauvaise gestion. Cela pourrait compliquer les efforts visant à rétablir la paix en Ituri, car il est considéré comme un parti neutre. La Codeco reprend des attaques dans plusieurs villages du territoire de Djugu. La Codeco cible davantage des localités au bord du lac Albert au mois de décembre.

Janvier 2020 : La Codeco reprend du terrain

La Codeco reprend le contrôle de plusieurs localités en territoire de Djugu suite au redéploiement des unités à cause de l'escalade de la violence dans la province voisine du Nord-Kivu. Le 23 janvier 2020, 22 villages des chefferies de Bahema-Bajere et Bahema-Nord, dans le territoire de Djugu, tombent sous le contrôle de la milice. La Codeco va même prendre le contrôle de tout le secteur Walendu-Pitsi à Djugu, dont la capitale Kpandroma, et de deux groupements de la chefferie de Mokambo en territoire de Mahagi.

28 janvier 2020 : l'organisation URPDIC revendique les attaques en Ituri, récuse le nom « Codeco »

L'organisation « Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple congolais » (URPDIC), qui se définit comme un mouvement politico-militaire et dont la plupart des membres sont des Lendu, revendique les attaques menées dans le territoire de Djugu et rejette les appellations « Codeco » et « Groupe armé Ngudjolo ».

Février-mars 2020 : L'accord de paix avec le FRPI provoque des attaques de la Codeco/URPDIC

Le 7 février 2020, le gouverneur de l'Ituri Jean Bamanisa est rétabli dans ses fonctions et son retour pourrait relancer un processus de dialogue auparavant bloqué. Le 17 mars, à Alha, dans le secteur de Walendu-Pitsi, les services de renseignement arrêtent Raymond Tseni Adrionzi et Joseph Amula alias Kesta, présentés comme les principaux cerveaux de l'URPDIC ; ils sont transférés à Kinshasa le 29 mars. Signature d'un accord de paix entre le gouvernement congolais et la FRPI le 28 février. Cela relance les attaques de la Codeco/URPDIC, car le FRPI a obtenu les conditions aussi exigées par la Codeco. Son chef présumé, Justin Ngudjolo, meurt dans la nuit du 25-26 mars suite à une embuscade des FARDC à Mokpa. Le 28 mars, l'armée reprend Kpandroma en Walendu-Pitsi. Les miliciens ripostent le même jour et attaquent plusieurs villages dans le Bahema-Nord. Le 27 mars, l'Institut national de recherche biomédicale de Kinshasa confirme le premier cas

positif de Covid-19 en Ituri dans le territoire d'Irumu. Depuis, le virus se propage en Ituri.

Avril-mai 2020 : la mort du chef de la Codeco, Justin Ngudjolo, provoque une reprise des attaques

Après la mort du chef présumé de la Codeco, Justin Ngudjolo, le dialogue entre la Codeco et les autorités est suspendu. Le groupe multiplie les attaques et reprend le contrôle des territoires de Djugu. Le 4 mai, le successeur de Ngudjolo à la tête de la Codeco, Olivier Ngabu Ngawi, tient une conférence de presse au bureau du gouverneur provincial : il appelle les combattants du groupe à cesser les attaques et demande aux autorités un cessez-le-feu. Mais les attaques perdurent et sont repoussées par les FARDC dans le cadre de l'opération militaire « Zaruba ya Ituri 2 ». Le 20 mai, l'Union européenne publie une déclaration appelant les autorités congolaises et la Monusco à mettre un terme aux violences de la Codeco.

Annexe C : Acronymes

ADF	Forces démocratiques alliées
BCNUDH	Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
CODECO	Coopérative pour le développement économique du Congo
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
ENTE	Association culturelle hema
FNI	Front des nationalistes intégrationnistes
FRPI	Force de résistance patriotique en Ituri
UNHCR	Agence des Nations unies pour les réfugiés (acronyme anglais)
LORI	Libération de la race opprimée en Ituri (association culturelle lendu)
M23	Mouvement du 23 mars
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (acronyme anglais)
PUSIC	Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo
RCD-K/ML	Rassemblement congolais pour la démocratie-Kisangani/ Mouvement de libération
RDC	République démocratique du Congo
UPC	Union des patriotes congolais
URPDC	Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais

Annexe D : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Lord Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Banque Mondiale, Département des Affaires étrangères et du Commerce d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Département pour le développement international du Royaume-Uni, Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère islandais des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et la Principauté du Liechtenstein Ministère des Affaires étrangères.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, et Rockefeller Brothers Fund.

Annexe E : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2017

Rapports et Briefings Spéciaux

Counter-terrorism Pitfalls: What the U.S. Fight against ISIS and al-Qaeda Should Avoid, Rapport spécial N°3, 22 mars 2017.

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Seven Priorities for the New EU High Representative, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller, Briefing spécial N°4, 24 mars 2020 (aussi disponible en anglais et en espagnol).

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

The Price of Peace: Securing UN Financing for AU Peace Operations, Rapport Afrique N°286, 31 janvier 2020.

Huit Priorités pour l'Union africaine, Briefing Afrique, N°151, 7 février 2020.

Afrique australe

Zimbabwe's "Military-assisted Transition" and Prospects for Recovery, Briefing Afrique N°134, 20 décembre 2017.

Four Conflict Prevention Opportunities for South Africa's Foreign Policy, Briefing Afrique N°152, 27 mars 2020.

Afrique centrale

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire, Rapport Afrique N°246, 8 mars 2017 (aussi disponible en anglais).

Burundi : l'armée dans la crise, Rapport Afrique N°247, 5 avril 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins, Rapport Afrique N°250, 2 août 2017 (aussi disponible en anglais).

Eviter le pire en République centrafricaine, Rapport Afrique N°253, 28 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Nouveau départ pour les relations entre l'Union africaine et l'Union européenne, Rapport Afrique N°255, 17 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes, Briefing Afrique N°130, 19 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : le casse-tête de la reconstruction en période de conflit, Briefing Afrique N°133, 25 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Vers une action concertée en RDC, Rapport Afrique N°257, 4 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Sept priorités pour l'Union africaine en 2018, Briefing Afrique N°135, 17 janvier 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RD Congo, Rapport Afrique N°259, 4 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue, Briefing Afrique N°138, 26 avril 2018 (aussi disponible en anglais).

Poker électoral en RDC : les enjeux montent, Briefing Afrique N°139, 8 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

RDC : l'onde de choc Bemba, Briefing Afrique N°140, 15 juin 2018 (aussi disponible en anglais).

Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre Boko Haram, Rapport Afrique N°263, 14 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Soutenir la population burundaise face à la crise économique, Rapport Afrique N°264, 31 août 2018 (aussi disponible en anglais).

Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient, Briefing Afrique N°142, 3 octobre 2018 (aussi disponible en anglais).

Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne, Rapport Afrique N°266, 5 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 December 2019.

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Eviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°150, 23 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Premier pas vers la réforme au Burundi : mettre un terme au système de contributions forcées, Briefing Afrique N°153, 8 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Éviter le conflit dans le cœur minier de la RD Congo, Rapport Afrique N°290, 30 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017 (aussi disponible en anglais).

Islam et politique au Mali : entre réalité et fiction, Rapport Afrique N°249, 18 juillet 2017.

Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines, Rapport Afrique N°251, 7 septembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Herders against Farmers: Nigeria's Expanding Deadly Conflict, Rapport Afrique N°252, 19 septembre 2017.

Nord du Burkina Faso : ce que cache le jihad, Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017 (aussi disponible en anglais).

Force du G5 Sahel : trouver sa place dans l'embouteillage sécuritaire, Rapport Afrique N°258, 12 décembre 2017 (aussi disponible en anglais).

Preventing Boko Haram Abductions of Schoolchildren in Nigeria, Briefing Afrique N°137, 12 avril 2018.

Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique, Rapport Afrique N°261, 12 juin 2018.

Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence, Rapport Afrique N°262, 26 juillet 2018.

Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali, Rapport Afrique N°267, 13 décembre 2018 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's 2019 Elections: Six States to Watch, Rapport Afrique N°268, 21 décembre 2018.

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger, Rapport Afrique N°285, 6 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : sortir de la spirale des violences, Rapport Afrique N°287, 24 février 2020 (aussi disponible en anglais).

Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ? Briefing Afrique N°154, 24 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem, Rapport Afrique N°288, 18 mai 2020.

Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger, Rapport Afrique N°289, 3 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram?, Rapport Afrique N°291, 7 juillet 2020.

Corne de l'Afrique

Instruments of Pain (II): Conflict and Famine in South Sudan, Briefing Afrique N°124, 26 avril 2017.

Instruments of Pain (III): Conflict and Famine in Somalia, Briefing Afrique N°125, 9 mai 2017.

Instruments of Pain (IV): The Food Crisis in North East Nigeria, Briefing Afrique N°126, 18 mai 2017.

Kenya's Rift Valley: Old Wounds, Devolution's New Anxieties, Rapport Afrique N°248, 30 mai 2017.

Time to Repeal U.S. Sanctions on Sudan?, Briefing Afrique N°127, 22 juin 2017.

A New Roadmap to Make U.S. Sudan Sanctions Relief Work, Briefing Afrique N°128, 29 septembre 2017.

How to Ensure a Credible, Peaceful Presidential Vote in Kenya, Briefing Afrique N°129, 2 octobre 2017.

Managing the Disruptive Aftermath of Somalia's Worst Terror Attack, Briefing Afrique N°131, 20 octobre 2017.

An Election Delay Can Help Avert Kenya's Crisis, Briefing Afrique N°132, 23 octobre 2017.

Uganda's Slow Slide into Crisis, Rapport Afrique N°256, 21 novembre 2017.

After Kenya's Leaders Reconcile, a Tough Path Ahead, Briefing Afrique N°136, 13 mars 2018.

Somalia and the Gulf Crisis, Rapport Afrique N°260, 5 juin 2018.

Averting War in Northern Somalia, Briefing Afrique N°141, 27 juin 2018.

Al-Shabaab Five Years after Westgate: Still a Menace in East Africa, Rapport Afrique N°265, 21 septembre 2018.

Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.

Managing Ethiopia's Unsettled Transition, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.

Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.

Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute,
Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.

Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.

Women and Al-Shabaab's Insurgency, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.

Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.

Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.

Safeguarding Sudan's Revolution, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.

Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.

Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Keeping Ethiopia's Transition on the Rails, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.

COVID-19 in Somalia: A Public Health Emergency in an Electoral Minefield, Briefing Afrique N°155, 8 mai 2020.

Bridging the Divide in Ethiopia's North, Briefing Afrique N°156, 12 juin 2020.

Financing the Revival of Sudan's Troubled Transition, Briefing Afrique N°157, 23 juin 2020.

Annexe F : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

COPRÉSIDENTS

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Robert Malley

Ancien coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino

Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Cheryl Carolus

Ancienne haute-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Hailemariam Desalegn Boshe

Ancien Premier ministre d'Ethiopie

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa

Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Thomas R. Pickering

Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Ghassan Salamé

Ancien envoyé spécial des Nations unies en Libye et chef de Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; Ancien ministre de la culture du Liban ; Doyen fondateur de l'École des affaires internationales de Paris, Université de Sciences Po

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Wendy Sherman

Ancienne sous-secrétaire d'Etat des États-Unis pour les affaires politiques et négociatrice en chef pour l'accord nucléaire avec l'Iran

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Jonas Gahr Støre

Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Jake Sullivan

Ancien directeur du personnel de planification de la politique au département d'Etat des Etats-Unis ; adjoint suppléant au président Obama et conseiller à la sécurité nationale au vice-président Biden

Lawrence H. Summers

Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Eni
Shearman & Sterling LLP
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(2) Anonyme
David Brown & Erika Franke
The Edelman Family Foundation

Stephen Robert
Alexander Soros
Ian R. Taylor

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

(1) Anonyme
APCO Worldwide Inc.
Chevron
Edelman UK & Ireland
Equinor
M&C Saatchi World Services
Ninety One
Shell
Tullow Oil plc
Warburg Pincus

DONATEURS PRIVES

(3) Anonyme
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward
Bergman
Herman De Bode
Ryan Dunfield
Tanaz Eshaghian
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
Geoffrey R. Hoguet &
Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu

David Jannetti
Faisal Khan
Cleopatra Kitt
Samantha Lasry
Lise Strickler & Mark Gallogly
Charitable Fund
The Nommontu Foundation
Brian Paes-Braga
Kerry Propper
Duco Sickinghe
Nina K. Solarz
Raffi Vartanian

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les dirigeants de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Christina Bache
Alieu Bah
Amy Benziger
James Blake
Thomas Cunningham
Matthew Devlin
Sabrina Edelman
Sabina Frizell
Andrei Goldis
Sarah Covill
Lynda Hammes
Joe Hill
Lauren Hurst
Reid Jacoby

Arohi Jain
Tina Kaiser
Jennifer Kanyamibwa
Gillian Lawie
David Litwak
Christopher Louney
Madison Malloch-Brown
Megan McGill
Hamesh Mehta
Clara Morain Nabity
Gillian Morris
Katera Mujadidi
Duncan Pickard
Lorenzo Piras

Betsy (Colleen) Popken
Sofie Roehrig
Perfecto Sanchez
Rahul Sen Sharma
Chloe Squires
Leeanne Su
Sienna Tompkins
AJ Twombly
Theodore Waddelow
Zachary Watling
Grant Webster
Sherman Williams
Yasin Yaqubie

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite
George Mitchell
Président émérite
Gareth Evans
Président émérite
Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Celso Amorim
Óscar Arias
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Nahum Barnea
Kim Beazley
Shlomo Ben-Ami
Christoph Bertram

Lakhdar Brahimi
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Sheila Coronel
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt
Wolfgang Ischinger
Aleksander Kwasniewski

Ricardo Lagos
Joanne Leedom-Ackerman
Todung Mulya Lubis
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Roza Otunbayeva
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos
Olympia Snowe
Javier Solana
Pär Stenbäck